



Industrie  
Canada

Industry  
Canada

# Micro

Hiver/Printemps 2005

Bulletin de la Direction de l'analyse de la politique micro-économique

Volume 10, Numéro 1

Dans ce numéro ...

- **Conférence :**  
**Les industries de services et l'économie du savoir**
- **Initiative de recherche sur les compétences :**  
**Mise à jour**
- **Publications de recherche et calendrier des exposés**

*Micro* est publié à tous les six mois. Chaque numéro traite d'un thème particulier de la recherche sur les politiques. Les opinions exprimées dans les articles, les discussions en table ronde, les publications et les conférences sont celles des auteurs et ne traduisent aucunement la position d'Industrie Canada ou celle du gouvernement du Canada.

## Faire face aux défis de l'économie des services

**A**u Canada, les industries de services sont à l'origine de près des trois quarts du produit intérieur brut (PIB) et de l'emploi. Ce secteur de l'économie est aussi celui qui a le plus contribué à la création d'emplois et à l'augmentation de la productivité durant la dernière décennie. Son importance dans l'économie canadienne ne cesse de croître. Au cours des 15 dernières années, le secteur des services s'est tourné davantage vers les marchés extérieurs, il est devenu plus novateur et plus productif, et il a fait une utilisation plus intensive des compétences. Afin de mieux comprendre la dynamique de l'économie des services et de préciser la nature des politiques qui pourraient le mieux appuyer le développement d'une économie du savoir, Industrie Canada a entrepris un programme de recherche sur les services. Ce numéro de *Micro* présente les points saillants d'un volet important de ce programme, en l'occurrence la Conférence sur les industries de services et l'économie du savoir, organisée par Industrie Canada à Winnipeg du 16 au 18 octobre 2003. Un document de recherche renfermant les textes et commentaires présentés à la Conférence doit être publié en 2005.

Une économie de services en croissance, à la fois innovatrice et productive, confère une importance accrue aux compétences. Le défi que posent les compétences ne peut être relevé que par une meilleure compréhension de certaines questions connexes, comme l'incidence du vieillissement de la population sur le marché du travail du Canada ou l'augmentation de la mobilité internationale des travailleurs hautement qualifiés. Afin de contribuer à la recherche sur les questions de politique que soulèvent ces tendances sur le plan des compétences, Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC), Industrie Canada (IC) et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSHC) ont lancé conjointement une Initiative de recherche sur les compétences (IRC). Le présent numéro de *Micro* fait état des progrès réalisés à ce jour dans quatre domaines de recherche de l'IRC : les conséquences du vieillissement de la population pour le marché du travail, la formation parrainée par l'employeur, l'adaptation du marché du travail aux travailleurs spécialisés et, enfin, la mobilité internationale des travailleurs hautement qualifiés.

## Les industries de services dans l'économie du savoir

*Micro* est un bulletin consacré aux résultats de la recherche micro-économique, publié par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique, d'Industrie Canada. Des résumés des documents de recherche d'Industrie Canada et le texte intégral des documents de travail, des documents hors série, des documents de discussion et de *Micro* peuvent être consultés sur Strategis, le site d'information commercial en direct du Ministère, à <http://strategis.gc.ca/recherche>. Pour plus d'information au sujet de nos publications de recherche ou pour en commander, veuillez communiquer avec la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique, Industrie Canada, 10e étage, Tour est, 235, rue Queen, Ottawa (ON), K1A 0H5. Téléphone : (613) 952-6411; courriel : [mepa.apme@ic.gc.ca](mailto:mepa.apme@ic.gc.ca); télécopieur : (613) 991-1261. ISSN 1198-3558. Numéro d'enregistrement d'Industrie Canada : 54257B. Convention de Postes Canada n° 181-5199.

### Le rôle des services dans l'économie du savoir

Ce numéro de *Micro* fait rapport sur la conférence d'Industrie Canada tenue à Winnipeg du 16 au 18 octobre 2003 sur les industries de services et l'économie du savoir. La rencontre visait à présenter des études et à discuter de questions de politique telles que : Dans quelle mesure le marché des services axés sur le savoir diffère-t-il des autres marchés au sein de l'économie? Quelle est le profil du commerce, de l'innovation, de la productivité, des compétences et des retombées de la connaissance dans le secteur des services au Canada? Quelles sont les possibilités et les défis qui s'offrent sur le plan économique dans le secteur des services et quel est leur apport à l'économie canadienne? Quelles sont les conséquences des caractéristiques des services - comme une plus grande mobilité des facteurs, une intensité réglementaire accrue et la diversité des lacunes du marché — sur le plan des politiques?

Les industries de services sont à l'origine de près des trois quarts de la production et de l'emploi au Canada, une tendance que l'on observe aussi dans les autres pays du G-7. Ce secteur attire une part croissante des dépenses de recherche-développement (R-D) et est devenu une source d'innovation importante au niveau des produits et des procédés. Les services figurent parmi les secteurs d'exportation de capitaux les

plus dynamiques. On considère généralement qu'une meilleure compréhension de l'économie des services et des types de politiques les plus aptes à soutenir le développement de l'économie du savoir est essentielle à la prospérité à plus long terme du Canada. La conférence d'Industrie Canada consacrée aux enjeux que soulèvent les services visait à centrer l'analyse sur ces questions et à stimuler l'effort de recherche sur les politiques publiques dans ce domaine.

### Perspective sur l'économie du savoir et les services

Invité comme conférencier d'honneur au dîner d'ouverture de la conférence, le professeur Richard G. Lipsey, de l'Université Simon Fraser, a présenté un exposé sur les défis de la nouvelle économie au plan des politiques. Il a traité des technologies d'application générale (TAG), qu'il décrit comme des « technologies transformantes » qui, au départ, visent un seul but, ou quelques buts restreints, mais dont la complexité et l'efficacité augmentent à mesure qu'elles se diffusent dans l'économie. De telles transformations à l'échelle de l'économie se sont produites avec la découverte de l'agriculture, de l'électricité et de l'informatique. Lipsey utilise l'expression « nouvelle économie » pour désigner les changements économiques, sociaux et

# Micro

politiques de large portée qui découlent de l'évolution récente et rapide des technologies de l'information et des communications (TIC). Il affirme que les répercussions des nouvelles TAG, comme les TIC, ne doivent pas être évaluées uniquement à travers le prisme de la productivité. Les TIC finiront par modifier notre vie quotidienne de façon imprévisible et, par conséquent, nous ne devrions pas chercher à juger de l'évolution économique uniquement à partir des données sur la productivité mesurée.

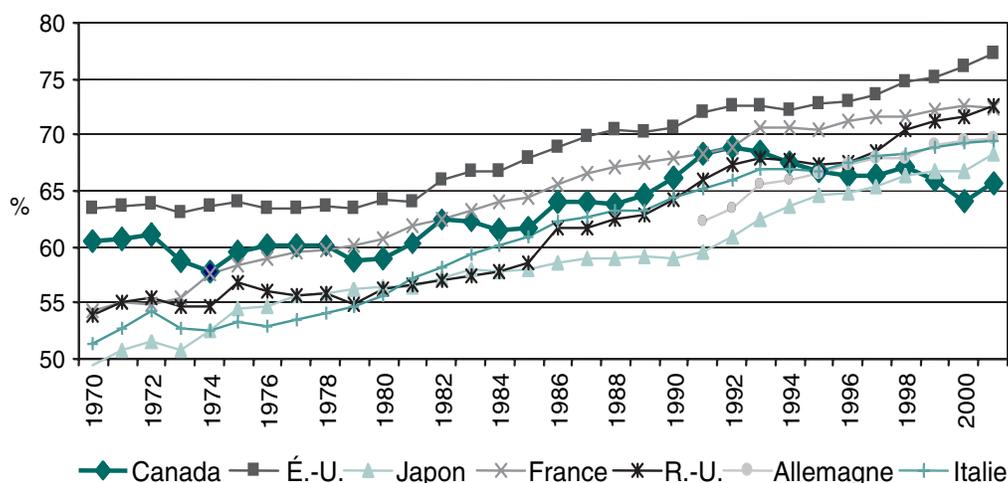
Le message que livre le professeur Lipsey au sujet des politiques est que, dans un monde de grande incertitude, les forces du marché peuvent arriver difficilement à déceler et à soutenir les TAG qui procureront des avantages importants à la société à long terme. Il se pourrait donc que l'aide gouvernementale, en tandem avec le secteur privé, réussisse mieux à promouvoir les TAG et à maximiser leurs retombées.

Le panel d'ouverture de la conférence a permis de faire ressortir divers points de vue sur le rôle des services dans l'économie du savoir. Jayson Myers, de Manufacturiers et Exportateurs canadiens,

Le fait que le changement technologique soit endogène au système laisse entrevoir la possibilité de l'influencer. Le fait qu'il n'y ait pas d'ensemble unique de politiques, déterminées de façon scientifique et sans effet de distorsion, montre que la politique doit reposer sur une combinaison de connaissances empiriques, de théorie et de jugement.

— Richard G. Lipsey

## Pourcentage de la valeur ajoutée totale aux prix courants imputable au secteur des services dans les pays du G-7



Source : Ram C. Acharya, *L'économie des services au Canada : Un aperçu*.

perçoit un lien étroit entre les activités de fabrication et de services, notamment lorsque les entreprises acquièrent un avantage concurrentiel en personnalisant des produits de qualité et en assurant le service. Pierre Sauvé, de l'Institut d'études politiques de Paris, est aussi d'avis que les services sont l'une des pierres d'assise de l'économie du savoir, mais il a soutenu que, pour l'essentiel, les règles et les mesures de libéralisation du

commerce élaborées à l'échelon international ont porté sur les biens. Il estime que le Canada n'aborde pas cette question de façon déterminée et qu'il faudrait faire davantage de recherches sur des questions telles que les normes internationales en matière de services, la nature de l'ajustement du marché du travail dans le secteur des services et la mobilité internationale de la main-d'œuvre. Le professeur

# Micro

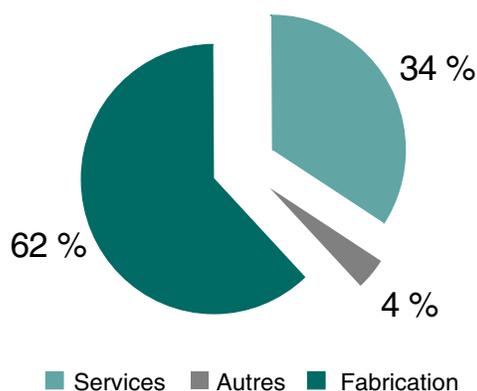
En raison de l'interdépendance croissante entre la fabrication et les services, les gains de productivité dans le secteur des services seront un facteur de plus en plus déterminant de la position concurrentielle des entreprises manufacturières canadiennes.

— Pierre Sauvé

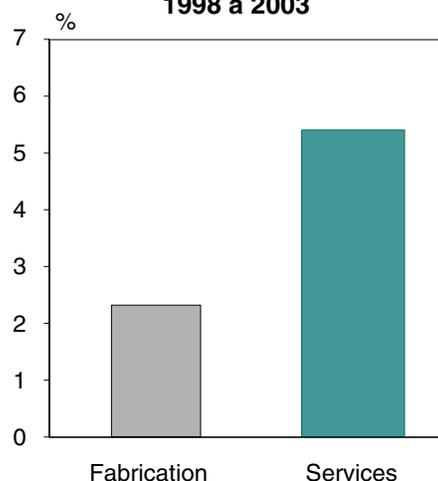
William Watson, de l'Université McGill et du *National Post*, a préconisé la neutralité à l'endroit du secteur des services et de celui de la fabrication, ce qui est déjà le cas dans une certaine mesure avec les modifications apportées récemment à la fiscalité fédérale. Il a insisté sur le fait que ce sont les avantages comparés qui devraient déterminer l'évolution de la structure industrielle de l'économie canadienne.

## Importance du secteur des services et de la croissance de la R-D des services pour l'économie canadienne, 1998 à 2003

Part de la R-D de l'industrie, 2003



Croissance de la R-D des services, 1998 à 2003

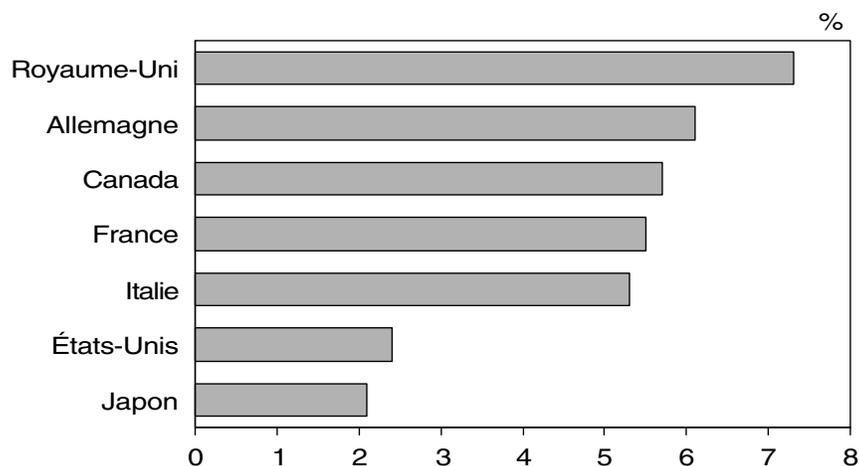


Source : Petr Hanel, *L'innovation dans le secteur canadien des services*.

## Les services ont-ils un caractère exceptionnel?

La vision traditionnelle de l'économie des services présente souvent ceux-ci comme des activités à faible valeur ajoutée prises dans un cercle vicieux de faible croissance de la productivité. Tout en reconnaissant les nombreuses lacunes dans nos connaissances, la plupart des études présentées à la conférence ont fortement contesté cette vision traditionnelle en fournissant des preuves significatives et de plus en plus manifestes d'une économie des services hautement spécialisée, très productive, innovatrice et attrayante pour l'investissement étranger direct (IED). Avant d'aborder les considérations de politique, les auteurs des études présentées à la conférence ont traité de diverses questions allant de la nature propre des services aux perspectives sectorielles, lesquelles sont résumées ci-dessous.

### Intensité du commerce des services\*, 2001



Source : OCDE.

\* Intensité du commerce : Somme des importations et des exportations de services, divisée par le PIB des services.

# Micro

Même si l'emploi a augmenté beaucoup plus rapidement au cours des deux dernières décennies dans les industries à coefficient élevé de savoir, les tendances des salaires relatifs et des salaires réels des diplômés des niveaux universitaire et secondaire montrent des profils remarquablement similaires dans l'ensemble des industries au Canada.

— Garnett Picot

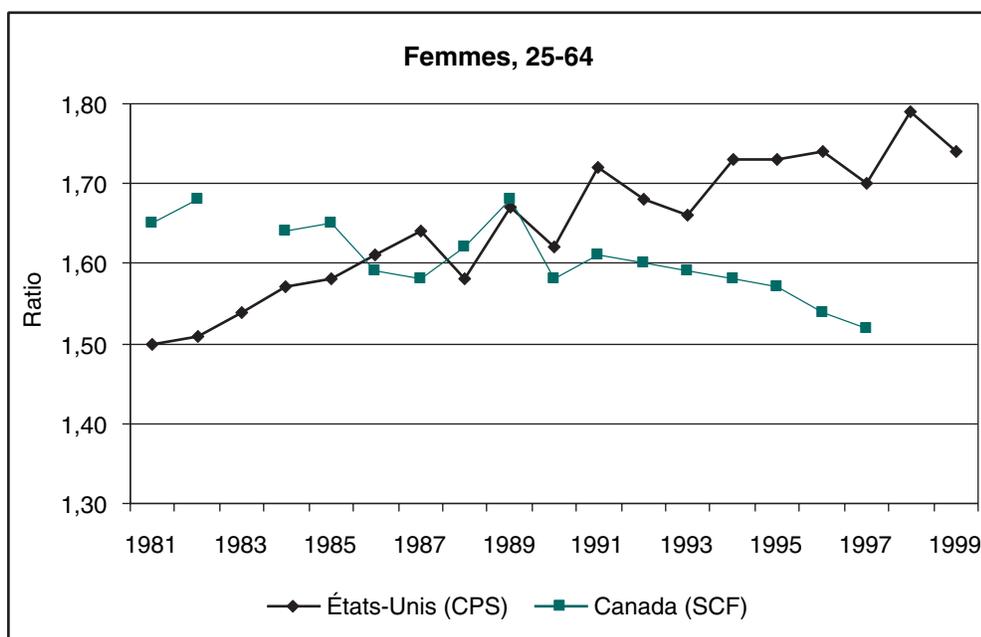
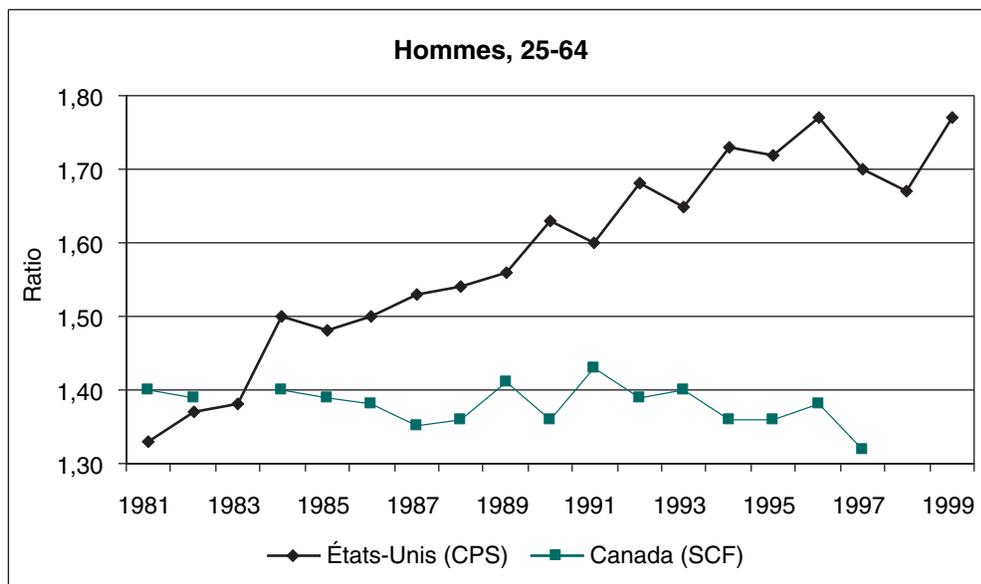
## Marché du travail et localisation dans l'économie des services

Notre économie fait une utilisation plus intensive des technologies, des compétences et du savoir. L'évolution des salaires et de l'emploi sur les marchés de la main-d'œuvre spécialisée et de la main-d'œuvre non spécialisée fournit une mesure de cette intensification. Garnett Picot, de Statistique Canada, a révélé que l'emploi au Canada (globalement et dans l'économie des services) avait augmenté beaucoup plus rapidement dans les industries à coefficient élevé de savoir que dans les autres secteurs de l'économie ces deux dernières décennies. Malgré cela, l'évolution des salaires relatifs et des salaires réels des diplômés des niveaux universitaire et secondaire a été remarquablement similaire dans l'ensemble des industries. Comme la demande croissante de main-d'œuvre hautement scolarisée a été satisfaite par une croissance aussi rapide de l'offre, il n'y a eu pratiquement aucune augmentation de la prime salariale associée à une formation universitaire au Canada. Parmi les immigrants détenant un diplôme universitaire, Picot a constaté que tant les salaires réels que les salaires relatifs à ceux des diplômés nés au Canada avaient diminué sensiblement.

La diffusion des TIC dans l'ensemble de l'économie des services ouvre de grandes possibilités pour dispenser des services à partir d'emplacements éloignés hors des contraintes habituelles de temps et de distance. Steven Globerman, de l'Université Western Washington, et ses co-auteurs, Daniel Shapiro et Aidan Vining, de l'Université Simon Fraser, ont noté que les entreprises de technologie de l'information établies à Toronto sont avantagées par une forte croissance (mesurée par le volume des ventes), mais que cette performance diminue au fur et à mesure qu'on s'éloigne de Toronto. D'importantes économies d'agglomération semblent à l'œuvre à Toronto, notamment les avantages liés à la proximité d'infrastructures de recherche universitaires dans la région. Dans un débat animé, mené par le commentateur de l'étude, Ajay Agrawal, de l'Université de Toronto, les participants à la conférence se sont interrogés sur la méthodologie employée par Globerman et ses collaborateurs en cherchant à déceler un biais dans l'échantillon. Au cours de la discussion, on a aussi évoqué la mauvaise répartition des ressources à l'ère de l'essor des entreprises « point.com » qui a abouti à une bulle spéculative.

# Micro

## Ratio des gains hebdomadaires des diplômés universitaires à ceux des non-diplômés universitaires, travailleurs « à temps plein » au Canada et aux États-Unis



Source : René Morissette, Yuri Ostrovsky et Garnett Picot, *Relative Wage Patterns Among the Highly Educated in a Knowledge-Based Economy*.

Notes : CPS : Current Population Survey; EFC : Enquête sur les finances des consommateurs.

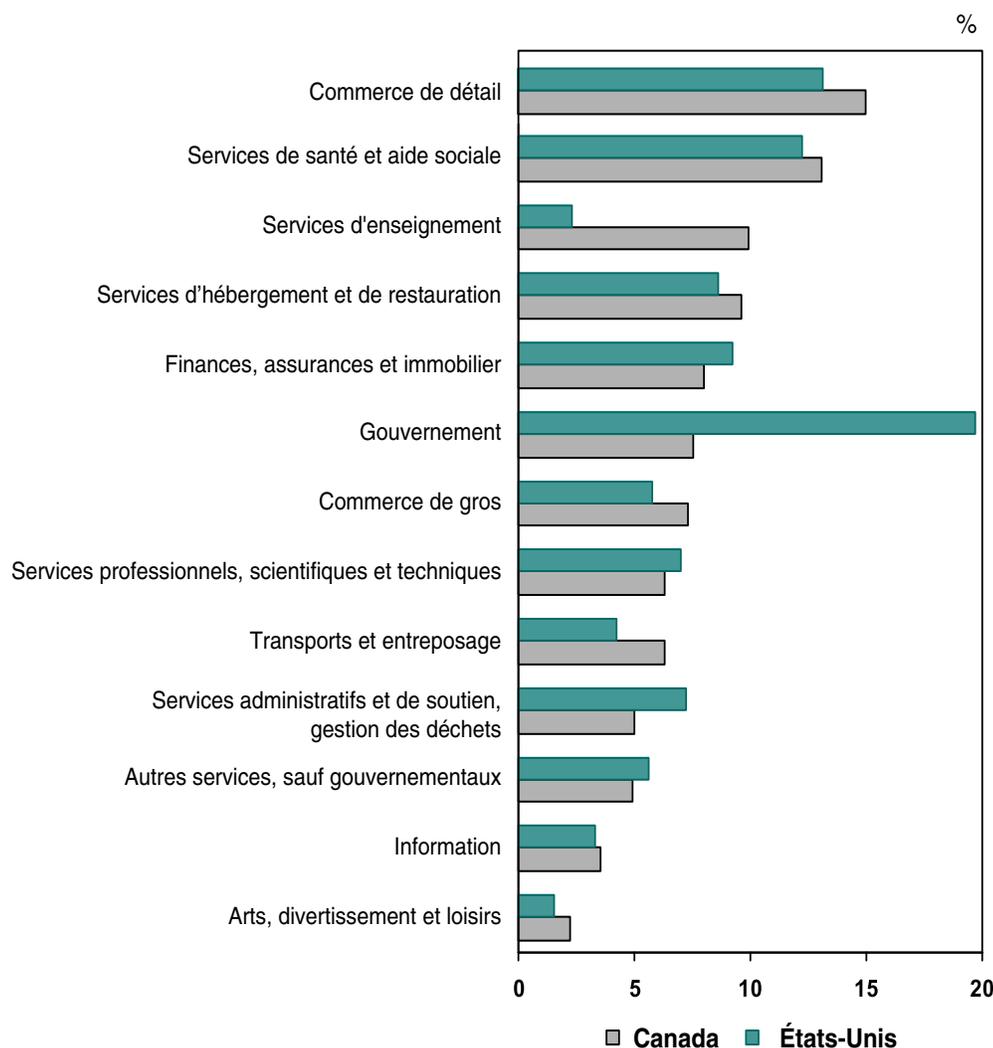
# Micro

Les entreprises de haute technologie situées à proximité de Toronto connaissent une croissance plus rapide que celles qui en sont plus éloignées, toutes choses égales par ailleurs.

— Steven Globerman

Michael Wernerheim et Chris Sharpe de l'Université Memorial, à Terre-Neuve, ont examiné comment les services de production évolués (SPÉ) pouvaient soutenir leurs propres pôles de croissance hors des régions métropolitaines. Un exemple bien connu de ce phénomène est la croissance remarquable des grappes d'entreprises de logiciels axées sur l'exportation à Bangalore et Hyderabad, dans le sud de l'Inde. L'étude de Wernerheim et Sharpe révèle que la dispersion tend à dominer les forces d'agglomération pour les entreprises de SPÉ établies en milieu rural. Dans son commentaire sur l'étude, Mario Polèse, de l'Institut national de la recherche scientifique de l'Université du Québec à Montréal, s'est interrogé sur l'optimisme des auteurs en faisant valoir que la plupart des services destinés aux producteurs dans les régions non métropolitaines desservent des marchés très localisés, où la très vaste majorité des emplois dans les services se retrouve dans le secteur public et celui des biens non commercialisables. Aussi, on pouvait s'attendre à une dispersion plus importante que prévue de ces entreprises. Wernerheim a précisé que

## La structure de l'emploi dans les services au Canada est comparable à celle des États-Unis : composition de l'emploi dans les services, moyenne de 1998 à 2002\*



Sources : Bureau of Economic Analysis et Statistique Canada.

\* Les différences sont principalement attribuables à l'importance relative de l'emploi dans le secteur de la défense et à l'inclusion des employés des États et des services locaux d'éducation dans les services gouvernementaux, comme pour le produit intérieur brut (PIB) des services.

# Micro

leur analyse préliminaire des données sur l'emploi et les établissements au Canada et un examen des données sur les États-Unis, le Royaume-Uni et la France incitent à penser qu'il y a des limites réelles au rôle éventuel des SPÉ dans les régions non métropolitaines. Les participants à la conférence ont convenu que ces questions et les résultats observés étaient pertinents aux politiques de développement économique régional au Canada.

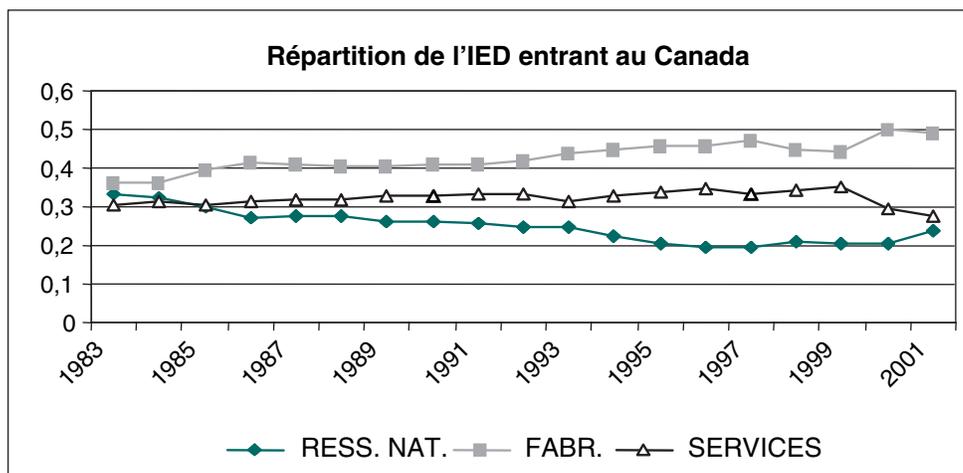
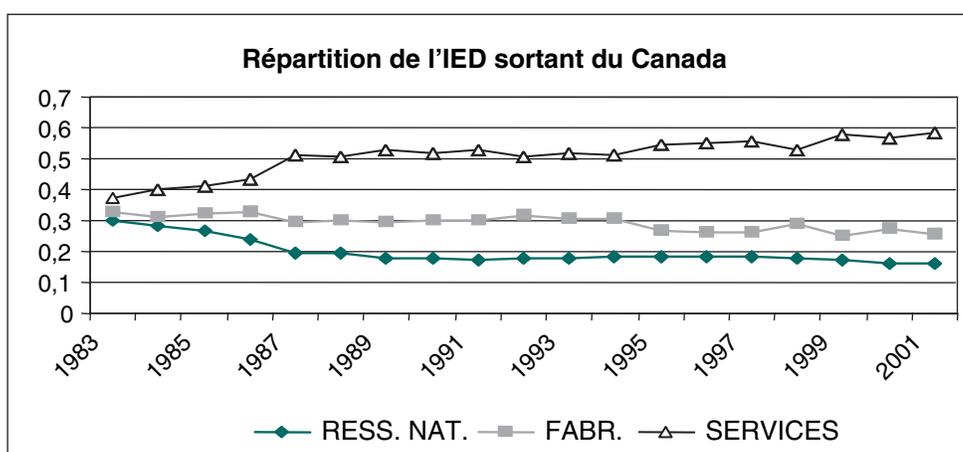
## La performance de l'IED dans les entreprises du secteur des services

Un trait distinctif important d'une bonne partie du commerce des services est que les transactions nécessitent le déplacement de facteurs de production comme le capital et le travail, un phénomène qui peut toucher les fournisseurs ou les consommateurs. Au cours des trois dernières décennies, la mobilité internationale des capitaux a augmenté beaucoup plus rapidement que la mobilité internationale du travail. Walid Hejazi, de l'Université de Toronto, a

Durant la dernière décennie, la croissance de l'emploi dans les services professionnels, scientifiques et techniques a été particulièrement forte dans les localités rurales situées à proximité des agglomérations urbaines.

— Michael Wernerheim

## Répartition par secteur industriel de l'investissement étranger direct (IED) du Canada, 1983 à 2001



Source : Walid Hejazi, *L'expérience du Canada en matière d'investissement étranger direct : En quoi les services se distinguent?*

Note : RESS. NAT. : ressources naturelles; FABR. : fabrication.

Les données révèlent que l'essor de l'IED sortant est largement attribuable à une poussée de l'IED dans les services. La fiscalité des entreprises au Canada est un élément important dans l'explication de la poussée de l'IED sortant. La hausse de l'IED entrant au Canada durant la dernière moitié des années 90 est imputable à l'arrivée d'investissements dans le secteur de la fabrication.

— Walid Hejazi

souligné que le Canada n'est plus l'économie d'accueil classique des années 70, lorsque le pays récoltait quatre dollars d'IED entrant pour un dollar d'IED sortant; le Canada est devenu un exportateur net de capitaux vers la fin des années 90, alors qu'on enregistrerait trois dollars d'IED entrant pour quatre dollars d'IED sortant. Cette évolution a été interprétée dans le contexte de deux accords commerciaux d'importance historique : l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis de 1987 et l'Accord de libre-échange nord-américain de 1994. La forte hausse de l'IED entrant au Canada durant la seconde moitié des années 90 a été alimentée par l'IED entrant dans le secteur manufacturier canadien. Selon Hejazi, la poussée de l'IED sortant est largement attribuable à l'essor de l'IED dans les services. Cependant, l'auteur n'a pu préciser dans son étude si les entreprises canadiennes

vont s'établir de plus en plus à l'étranger pour des raisons d'efficacité, comme l'accès à une main-d'œuvre non qualifiée, ou à cause d'une pénurie de travailleurs qualifiés, d'une lourde fiscalité ou d'un mauvais contexte pour la R-D au Canada.

## Ouvrir la boîte de Baumol au sujet de la productivité plus faible des services

Dans les années 60, William Baumol, de l'Université de New York et de l'Université Princeton, a émis l'hypothèse que les services (en particulier les services publics) auraient nécessairement une productivité inférieure en raison d'une utilisation moins intensive de capitaux, d'un taux d'innovation plus faible, de la taille moyenne (plus petite) des entreprises et de leur exposition limitée

à la concurrence internationale. Deux études ont traité de cette question. L'une a été rédigée par Someshwar Rao, d'Industrie Canada, en collaboration avec Andrew Sharpe, du Centre d'étude des niveaux de vie, et Jianmin Tang, d'Industrie Canada. L'autre a été produite par Anita Wölfl, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les deux études montrent clairement que c'est la tendance de la productivité dans le secteur des services et non pas dans celui de la fabrication qui sera de plus en plus le moteur de la croissance globale de la productivité et, partant, de la croissance du revenu réel au Canada. Les deux textes insistent sur le fait que le niveau de productivité du travail varie beaucoup entre les industries de services.

L'étude de Rao, Sharpe et Tang a permis de constater que le commerce de détail est responsable de près de la moitié de la croissance observée de la productivité dans le secteur des services, au Canada comme aux États-Unis, depuis deux décennies. Mais l'hypothèse de Baumol n'est pas entièrement rejetée car les auteurs précisent qu'il y a eu une croissance négative de la productivité du travail dans

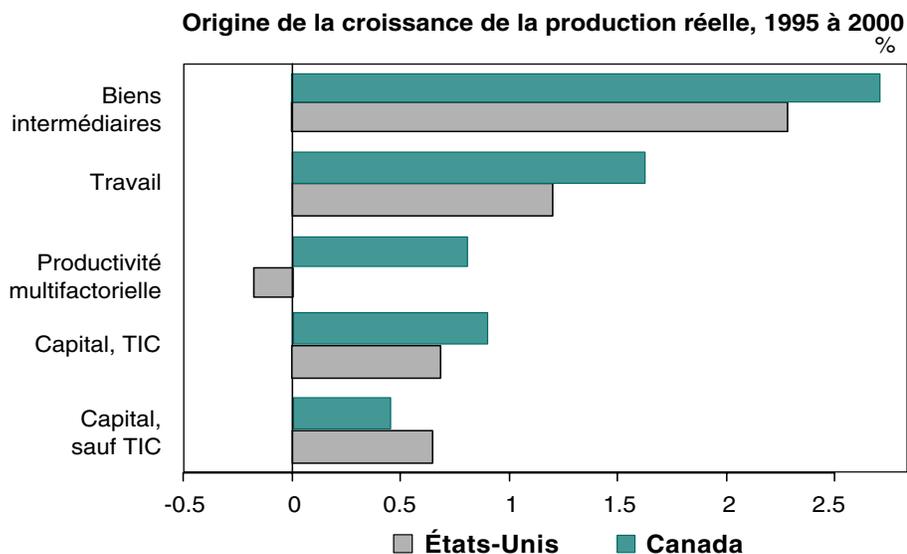
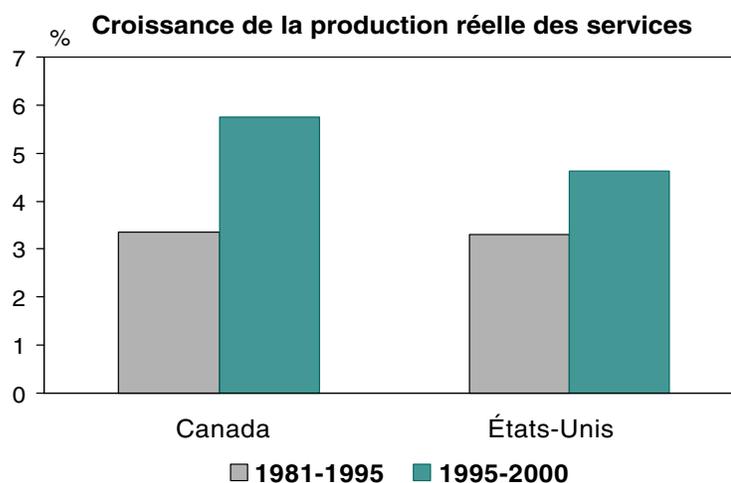
# Micro

certaines industries de services, tant au Canada qu'aux États-Unis, dont quelques services publics comme les transports terrestres, l'audio-visuel, la santé et l'éducation. Les auteurs ont aussi montré que les travailleurs du secteur des services aux États-Unis étaient en moyenne 16 p. 100 plus productifs que leurs homologues canadiens en 2000. L'écart a persisté même si la performance du secteur canadien des services a surpassé celle du secteur correspondant aux États-Unis au cours des deux dernières décennies en termes de croissance de la production et de la productivité du travail. L'écart de productivité des services est largement imputable à des niveaux inférieurs d'intensité des capitaux, de capital humain, de la part du capital consacré aux technologies de l'information et des communications et de l'intensité de la R-D dans les services au Canada. Rao, Sharpe et Tang concluent sur une note optimiste que le secteur canadien des services est un cas de réussite sur le plan de la croissance de la productivité et qu'un important processus de convergence vers les niveaux de productivité des États-Unis est en cours dans le secteur des services au Canada.

Dans le secteur canadien des services, la croissance de la productivité du travail et de la productivité multifactorielle a connu une accélération exceptionnelle entre les périodes 1981-1995 et 1995-2000. Mais le niveau de productivité du travail dans le secteur des services au Canada en 2000 était encore inférieur de 16 p. 100 à celui des États-Unis.

— Someshwar Rao

## Croissance de la production réelle et ses origines au Canada et aux États-Unis



Source : Someshwar Rao, Andrew Sharpe et Jianmin Tang, *La croissance de la productivité dans l'industrie des services : Cas canadien de réussite.*

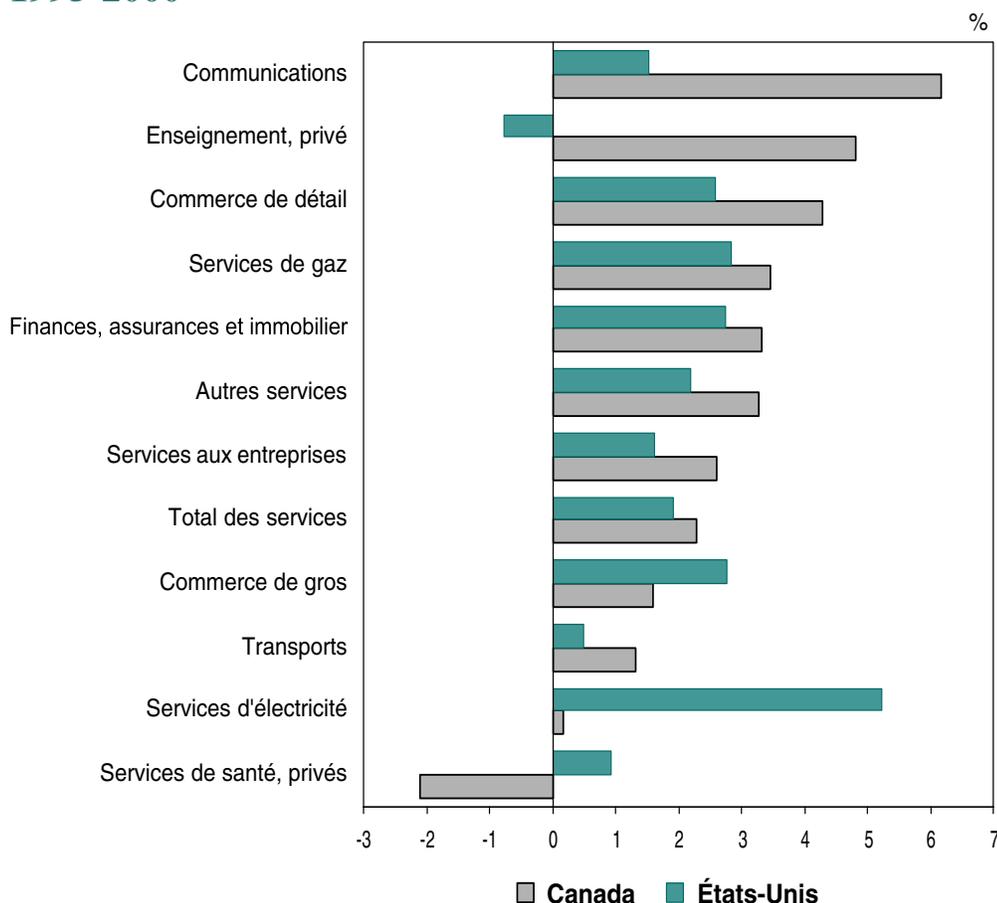
# Micro

La croissance mesurée de la productivité a tendance à être faible ou négative dans de nombreuses industries de services, notamment les services sociaux et personnels et certains services aux entreprises.

— Anita Wölfl

au sein de l'OCDE, la croissance annuelle moyenne de la productivité a été très robuste dans les industries de services comme les finances, l'entreposage, les services postaux et de télécommunications, les transports, le commerce de détail et le commerce de gros. Par contre, on a observé des taux faibles ou même négatifs dans d'autres services comme la santé, l'éducation et le travail social. La plupart des pays membres de l'OCDE ont vu augmenter l'intensité du capital, du savoir et des compétences dans leur secteur des services, comme en témoignent, respectivement, le ratios d'utilisation du capital matériel à l'emploi total, le pourcentage des services dans l'ensemble des activités de R-D des entreprises et la part des emplois hautement qualifiés dans l'emploi total. Wölfl a aussi présenté des données sur l'étendue des changements dans l'utilisation des services, directement ou comme intrants intermédiaires, durant les deux dernières décennies, accompagnés d'une croissance des exportations de services supérieure à celle du secteur de la fabrication. Dans son commentaire sur le document de Wölfl, Alice Nakamura, de l'Université de l'Alberta, a fait une mise

## Taux de croissance de la productivité du travail, 1995-2000\*



Source : Someshwar Rao, Andrew Sharpe et Jianmin Tang, *La croissance de la productivité dans l'industrie des services : Cas canadien de réussite.*

\* Taux de croissance annuel moyen.

L'étude d'Anita Wölfl montre qu'entre 1990 et 2000, l'apport des services à la croissance globale de la

productivité dans plusieurs pays membres de l'OCDE a augmenté à des niveaux sans précédent. Presque partout

# Micro

en garde contre la tentation de tirer des conclusions trop fermes sur le plan des politiques à partir de ces observations, qui traduisent peut-être une sous-évaluation de la croissance de la productivité du travail dans certains secteurs de services en raison de biais importants découlant des différentes définitions et sources de données nationales employées dans le calcul de l'emploi et des heures travaillées. Les participants étaient généralement d'avis qu'il faudra consacrer d'autres efforts de recherche en vue de résoudre ce problème de mesure.

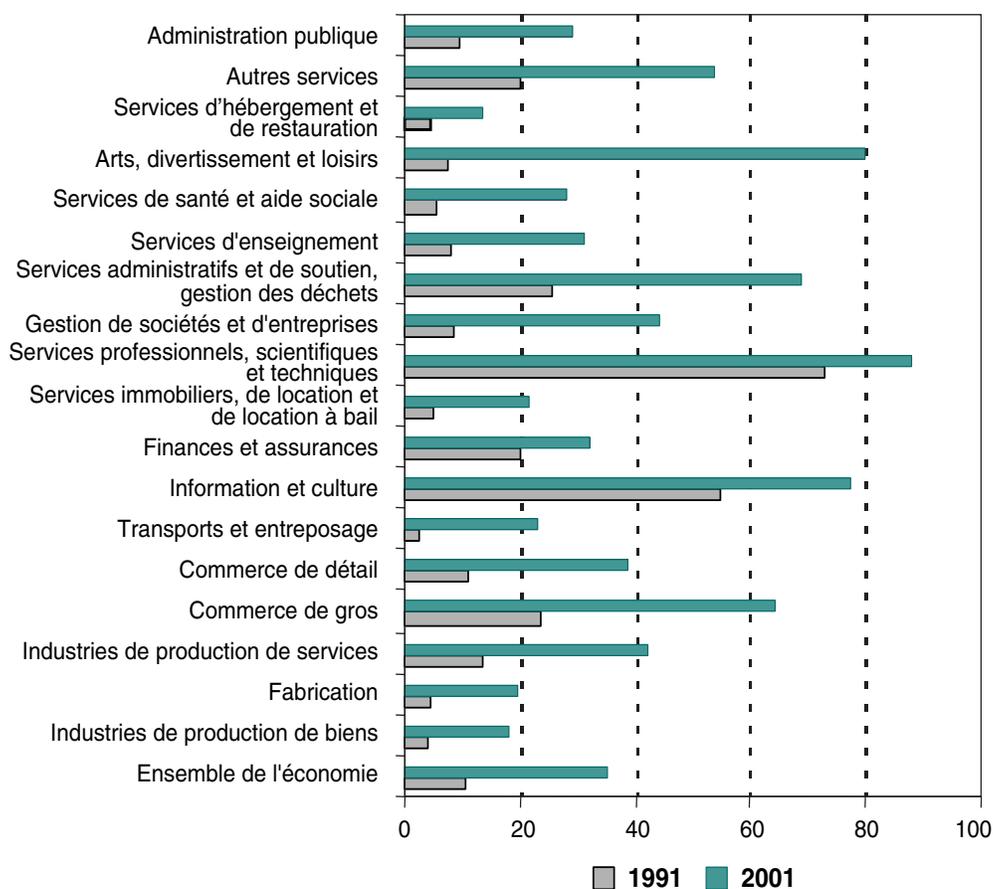
## Innovation et R-D dans les services

Dans sa revue de la documentation sur l'innovation, Petr Hanel, de l'Université de Sherbrooke, signale que l'économie des services est devenue une source importante d'innovation au niveau des produits et des procédés. En conséquence, un processus de convergence des niveaux d'innovation entre les services et les entreprises manufacturières à coefficient élevé de compétences est

Pour de nombreux services, on ne peut faire une distinction avec les compétences des personnes qui en assurent la prestation. Les contacts personnels, la formation et les connaissances tacites sont aussi des aspects importants de l'innovation dans le secteur des services.

— Petr Hanel

### Investissement dans les TIC en pourcentage de l'investissement total, 1991 à 2001



Source : Statistique Canada.

actuellement en cours. Les données sur l'incidence de l'innovation visant les produits et les procédés depuis 1996 dans trois groupes

d'industries de services dynamiques au Canada montrent que le secteur des finances vient en tête dans ce domaine, suivis par les

# Micro

Il est possible de mettre en œuvre un programme étalé sur plusieurs années qui permettrait de s'attaquer en premier aux secteurs relativement faciles à mesurer [...] permettant de calculer la production industrielle réelle du secteur des services [...] qui pourrait servir au calcul d'un indice mensuel des prix à la consommation. En même temps, Statistique Canada devrait collaborer avec d'autres organismes de statistique.

— Erwin Diewert

services de communications et les services techniques (ou d'affaires). De plus, le taux d'adoption des changements organisationnels et technologiques semble nettement plus élevé dans les entreprises de services de plus grande taille. Hanel affirme que les organismes du secteur public ont mis en œuvre des changements organisationnels et technologiques deux fois plus souvent que les entreprises du secteur privé, ce qui s'expliquerait par leur plus grande taille. Outre le rôle important de la gestion, des ventes et du marketing, les technologies de l'information et des communications font une contribution déterminante à l'innovation. Dans son commentaire, Steven Globerman a recommandé que les responsables des politiques accordent plus d'attention à l'élimination des diverses entraves à l'innovation dans le secteur public. Ces obstacles ont été évoqués dans le document

de Hanel et englobent les coûts plus élevés, notamment dans les plus petites entreprises, le besoin critique de disposer d'un personnel qualifié, la nécessité d'étendre l'accès au capital de risque, la promotion d'une réglementation favorisant la concurrence (notamment dans les communications) et le besoin d'élargir les critères d'admissibilité aux programmes d'aide publique pour rejoindre un plus grand nombre d'entreprises qui peuvent être moins enclines à entreprendre des activités de R-D.

## Les besoins en données de la nouvelle économie

Tout en reconnaissant que Statistique Canada fournit des mesures raisonnablement bonnes de la production du secteur des services, Erwin Diewert, de

l'Université de la Colombie-Britannique, a noté qu'environ la moitié des 506 industries du secteur des services figurant dans le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) n'utilisent pas actuellement d'indices de déflation des prix. De même, moins du quart (37 sur 154) des industries pour lesquelles Statistique Canada mesure la performance de la productivité appartiennent au secteur des services. Selon Diewert, aucune mesure précise de la productivité globale n'est possible sans une mesure précise de la production réelle de l'industrie des services, tout comme on ne peut mesurer les effets de l'innovation sur les nouveaux produits et les prix des biens et services actuels sans recourir à des indices de déflation des prix des services. Une mesure précise des prix et des quantités, y compris ceux des services, est essentielle à la conduite de la politique monétaire et constitue un intrant nécessaire à tout type de modèle économique général qui vise à évaluer les effets des changements aux politiques économiques.

Les participants à la conférence ont clairement appuyé l'affirmation de Diewert à l'effet que de

meilleures mesures économiques de l'activité du secteur des services seraient fort utiles, et que Statistique Canada devrait chercher à établir ses priorités en tenant compte des suggestions de l'auteur. En réponse à Diewert, Philip Smith, de Statistique Canada, a informé les participants à la conférence que Statistique Canada s'était engagé à mettre en œuvre un programme pluriannuel visant à améliorer les statistiques sur le secteur des services.

## Le secteur canadien des services de télécommunications dans les années 90

Zhiqi Chen, de l'Université Carleton, a fait observer que, durant les années 90, l'emploi dans l'industrie canadienne des télécommunications avait fléchi, à la fois en termes absolus et relatifs, et que les taux de pénétration au Canada (une mesure approximative de l'expansion des infrastructures) était passé de la 2<sup>e</sup> à la 23<sup>e</sup> place parmi les pays de l'OCDE. Chen a cerné deux facteurs importants pour expliquer cette

La performance de l'industrie canadienne des services de télécommunications durant les années 90 a été respectable en termes absolus, mais décevante par rapport à la moyenne des pays membres de l'OCDE sous un certain nombre d'aspects.

— Zhiqi Chen

tendance : a) le réseau très développé de lignes fixes au Canada et le système de téléphone payant pourraient avoir freiné la demande de services cellulaires mobiles et b) les obstacles relativement importants à l'entrée (notamment les restrictions à la propriété étrangère) et à l'exploitation semblent avoir entravé la croissance de la téléphonie cellulaire. Selon les estimations de Chen, le produit intérieur brut par personne en âge de travailler devrait augmenter de 1,7 p. 100 au Canada sur une période de dix ans si le pays supprime tous les obstacles restants à l'investissement étranger direct dans les services de télécommunications. Dans son commentaire, Sumit Kundu, de l'Université internationale de la Floride, a fait la suggestion que Chen complète son analyse en ajoutant des données au niveau de l'entreprise pour mieux mesurer la compétitivité des principaux fournisseurs de services canadiens par rapport à celle de leurs concurrents américains et

étrangers. Kundu a aussi préconisé une analyse plus approfondie de l'origine et de la nature des répercussions des infrastructures de télécommunications sur la croissance, décrites dans l'étude de Chen.

L'Internet et d'autres progrès technologiques ont abaissé les barrières à l'entrée et, ainsi, intensifié la concurrence dans la prestation de certains services financiers. Toutefois, dans le cas des services comportant des coûts irrécupérables et un faible potentiel de banalisation, il y a eu moins de nouveaux entrants.

— Edwin Neave

## Ouverture du marché des services de la Chine après l'accession à l'Organisation mondiale du commerce

### Le secteur financier du Canada

Edwin Neave, de l'Université Queen's, a examiné comment les industries financières du Canada ont adopté les TIC afin d'améliorer leur efficacité opérationnelle tout en réduisant les frais de transaction imposés aux consommateurs (aussi bien les ménages que les entreprises) et d'améliorer l'accès au crédit pour toutes les catégories d'emprunteurs grâce à de nouvelles techniques de mesure du risque et à un recours accru à la titrisation. L'étude de Neave signale que les consolidations sont chose courante dans le secteur bancaire actuellement. On assiste à des fusions d'entreprises au sein d'un même pays et à des fusions d'entreprises étrangères, non seulement dans le secteur bancaire mais entre des entreprises de services bancaires et d'assurance ou des entreprises

de valeurs mobilières.

L'auteur a fait observer que ces changements nécessitent une forme nouvelle et améliorée de coopération en matière de réglementation au niveau international. Dans son commentaire sur l'étude de Neave, Eric Santor, de la Banque du Canada, s'est demandé dans quelle mesure les marchés financiers avaient vraiment acquis une envergure mondiale. Santor a décrit de nombreux défis soulevés par cette transformation. Par exemple, les citoyens qui n'ont pas accès à l'économie électronique ont été écartés de certains segments du marché. On assiste aussi à une augmentation de l'exportation à l'étranger des activités de conception et de gestion de logiciels vers des pays en développement comme la Chine ou l'Inde.

John Whalley, de l'Université Western Ontario, a présenté une évaluation du changement radical d'attitude de la Chine dans le cadre des engagements pris par ce pays en vue de son accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La Chine s'est notamment engagée à ouvrir pleinement son marché à la concurrence internationale provenant des fournisseurs de services étrangers dans une toute série de domaines clés comme la distribution, les télécommunications, les services financiers, la comptabilité, l'architecture, le droit, la construction, les voyages et le tourisme. Elle a accepté de supprimer tous les obstacles sous forme de permis d'exploitation discriminatoires ou de règlements différents pour les entreprises nationales et étrangères. Whalley a attiré l'attention sur les études qui indiquent que la Chine et l'économie mondiale

retireront des gains importants de la libéralisation des services prévue au cours de la période 2002-2007. Pour que ces avantages se concrétisent, la Chine devra apporter des changements radicaux à la structure de son secteur financier afin de réduire la dépendance de l'économie à l'égard des prêts bancaires comme source de financement. Elle devra aussi s'attaquer au problème des éléments d'actif non rentables des banques appartenant à l'État et permettre une consolidation impérative du secteur bancaire. Elle devra enfin régler la question des entreprises sous contrôle étatique qui accusent des pertes, dans les secteurs de production des biens et ceux des services.

Selon Whalley, les difficultés que risque d'éprouver la Chine dans la mise en œuvre de ses engagements en matière de services pourraient entraîner le déclenche-

De 2002 à 2007, la Chine va ouvrir l'ensemble de ses marchés à la concurrence internationale des fournisseurs de services étrangers dans des domaines clés tels que la distribution, les télécommunications, les services financiers, les services professionnels aux entreprises et les services informatiques, le cinéma, les services environnementaux, la comptabilité, le droit, l'architecture, la construction, les voyages et le tourisme.

— John Whalley

ment de mesures de rétorsion dans le cadre de l'OMC ou accroître la possibilité de recours judiciaires après 2007. Dans son commentaire sur le document de Whalley, John McHale, de l'Université Queen's, a soutenu que l'OMC constituait une balise extérieure essentielle pour la réalisation de ces réformes. McHale entrevoit néanmoins des possibilités importantes à la faveur de l'ouverture des marchés de services de la Chine. À son avis, les dirigeants chinois ont pleinement pris conscience et accepté la contribution essentielle qu'une infrast-

ructure de services efficace peut apporter sur le plan de la performance de l'ensemble de l'économie.

Le professeur Richard Lipsey, de l'Université Simon Fraser, et la professeure Alice Nakamura, de l'Université de l'Alberta, sont les directeurs généraux de la publication d'un ouvrage de recherche d'Industrie Canada sur l'industrie des services et l'économie du savoir qui réunira les études et les commentaires présentés à cette conférence. Surveillez la publication de ce volume à l'été ou à l'automne de 2005.

## En résumé

Au Canada, les industries de services sont à l'origine de près des trois quarts du produit intérieur brut (PIB) et de l'emploi. L'importance de ce secteur dans l'économie canadienne ne cesse d'augmenter. En outre, c'est le secteur de l'économie qui a le plus contribué à la création d'emplois et à la croissance de la productivité durant la dernière décennie. Une part importante de la croissance du secteur des services est venue des services commerciaux et des services aux entreprises, comme les services financiers, le commerce, les transports, les télécommunications et les services d'information, ainsi que des autres services aux entreprises. Au cours des 15 dernières années, le secteur des services s'est davantage tourné vers les marchés extérieurs et il est devenu plus innovateur, plus productif et davantage axé sur les compétences. Ses liens avec le secteur de la production des biens, notamment le secteur manufacturier, se sont aussi resserrés. En somme, contrairement aux

premières impressions, le secteur des services a constitué un cas de réussite au Canada. D'autres pays de l'OCDE ont connu une évolution comparable de leur secteur des services.

La capacité de soutenir la croissance récente de la productivité dans le secteur des services sera un élément déterminant des perspectives futures de croissance de la productivité et de l'emploi, ainsi que des améliorations du revenu réel suscitées par la concurrence qui permettront de réduire l'écart à ce chapitre entre le Canada et les États-Unis. Le dynamisme soutenu du secteur des services au Canada peut être renforcé grâce à des marchés plus ouverts et plus concurrentiels, au pays comme à l'étranger, un marché du travail souple, des politiques d'éducation et de formation pertinentes, des politiques plus efficaces en matière d'innovation et l'élimination des entraves à l'adoption, la diffusion et l'utilisation efficace des TIC dans les entreprises de services.

« Le gouvernement souscrira à une stratégie en cinq points pour rendre notre économie durable et encore plus compétitive sur la scène internationale. Le premier élément de cette stratégie consiste à investir dans nos gens — c'est là la plus grande force créatrice et économique du Canada. »

*Discours du Trône, 5 octobre 2004*

# L'initiative de recherche sur les compétences

La mise en place d'une économie pour le 21<sup>e</sup> siècle repose sur notre capacité de résoudre une série de questions pertinentes à la façon d'affronter les défis posés par les compétences. Quelles sont les répercussions du vieillissement de la population sur l'offre de compétences nécessaires à une économie du savoir en évolution rapide? Quel est le rôle de la formation parrainée par l'employeur pour assurer les besoins en compétences? Quelles sont les conséquences de la mobilité internationale accrue des travailleurs hautement qualifiés sur l'offre de compétences au Canada? Quels sont les obstacles à l'adaptation du marché du travail pour les travailleurs qualifiés et quelles politiques permettraient de surmonter ces obstacles?

Dans le but de faciliter la recherche à moyen terme sur les questions de politique soulevées par les défis liés aux compétences, Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC), Industrie

Canada (IC) et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSHC) ont lancé conjointement l'Initiative de recherche sur les compétences (IRC). Dans le cadre de cette entente novatrice, le CRSHC finance des travaux de recherche sur des thèmes pertinents à l'IRC, tandis que RHDCC et Industrie Canada mènent des études sur ces thèmes, en faisant appel à des compétences internes et externes. Voici les quatre thèmes de recherche de l'IRC :

- les conséquences du vieillissement de la population pour le marché des compétences et le marché du travail;
- la formation parrainée par l'employeur;
- l'adaptation du marché du travail pour les travailleurs qualifiés et
- la mobilité internationale des travailleurs hautement qualifiés.

Au terme de consultations sur ces thèmes au sein de leur ministère, les partenaires ont organisé quatre tables rondes d'une journée

sur chacun des thèmes. Ces tables rondes ont permis de réunir des représentants du secteur gouvernemental, des universitaires, des membres du personnel des organismes de recherche et d'autres intervenants pour définir les questions de politique que la recherche à moyen terme pourrait aider à résoudre. À la lumière des résultats des tables rondes, les partenaires ont articulé des devis de recherche sur chacun des thèmes, lesquels ont été diffusés par le CRSHC à l'intention des chercheurs universitaires. Les programmes de recherche de IC et de RHDCC tiennent aussi compte des résultats des tables rondes.

La dernière étape de l'IRC surviendra en 2005-2006, lorsque les résultats des travaux de recherche seront présentés aux collectivités des politiques et de la recherche dans le cadre d'une série d'ateliers où seront également discutées les répercussions de ces résultats sur le plan des politiques.

# Micro

## La collection des documents de travail de l'IRC

Les études financées dans le cadre de l'IRC seront d'abord publiées dans la collection des documents de travail de l'IRC. Celle-ci renferme actuellement les documents produits pour les tables rondes thématiques, un document contenant les rapports de synthèse des rapporteurs des quatre tables rondes, ainsi que trois documents rédigés pour IC sur la mobilité internationale des travailleurs hautement qualifiés. Des résumés en anglais et en français de tous les documents de travail de l'IRC sont disponibles sur Strategis et peuvent être commandés sur ce site :

[http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h\\_ra01877f.html](http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01877f.html).

mise en place d'une économie du savoir innovatrice, fondée sur une main-d'œuvre hautement qualifiée.

- Évaluer si le vieillissement de la population active imposera des coûts d'ajustement élevés à l'économie canadienne ou aux Canadiens individuellement.
- Préciser les obstacles à une participation accrue des Canadiens plus âgés à la population active.

## Questions de recherche et tables rondes

Cette section donne un aperçu des thèmes et des questions de recherche discutées lors des tables rondes.

### Les conséquences du vieillissement de la population sur le plan des compétences et du marché du travail

La main-d'œuvre du Canada, comme l'ensemble de sa population, vieillit rapidement. Vers 2010, les « baby boomers » atteindront l'âge de la retraite en grand nombre. Le relèvement des compétences de la main-d'œuvre favorisera la performance sur le plan de l'innovation, mais l'évolution du profil démographique pourrait engendrer de pénuries de compétences. De plus, à moins que le taux

de croissance de la productivité n'augmente suffisamment, il est probable que la croissance plus faible de la population active s'accompagne de taux de croissance moins élevés de la production par habitant.

La table ronde consacrée à ce thème de recherche s'est tenue à Ottawa le 20 octobre 2003. Dans le but de mieux comprendre les effets du vieillissement de la population sur l'économie canadienne, trois objectifs de recherche pertinents y ont été discutés :

- Déterminer comment le vieillissement de la population active se répercutera sur la capacité du Canada de poursuivre la

### La formation parrainée par l'employeur

Avec la mondialisation et le rythme rapide de l'évolution technologique, les connaissances et les compétences sont devenues des ingrédients essentiels de la compétitivité d'un pays. La population active devrait augmenter à un rythme plus lent dans les décennies à venir en raison de la plus petite taille des cohortes de jeunes. Aussi, l'économie canadienne ne pourra pas répondre aux nouvelles demandes de compétences en misant sur la formation scolaire dans la même mesure que par le passé.

L'ajustement aux besoins nouveaux en compétences dépendra donc de plus en plus du perfectionnement des compétences des personnes participant à la population active. Afin d'éviter de graves pénuries de compétences au cours des années à venir, il est essentiel que tous les travailleurs et employeurs investissent dans le perfectionnement continu des compétences pour faire face à l'évolution de la demande de compétences dans la nouvelle économie.

Toutefois, certains craignent que les entreprises canadiennes ne contribuent pas à la formation de leurs employés dans la même mesure que les entreprises américaines. D'autres jugent que de sérieux obstacles pourraient empêcher les entreprises d'investir de façon optimale dans la formation. Le sous-investissement en formation pourrait éventuellement limiter la capacité des entreprises de s'ajuster au vieillissement de la population et miner notre productivité par rapport à celle d'autres pays.

Les entreprises canadiennes investissent-elles suffisamment dans la formation de leur main-d'œuvre? La table ronde de spécialistes consacrée à ce thème s'est tenue le 3 octobre 2003.

La liste des documents de travail consacrés à ce thème comprend deux textes faisant état des lacunes de la recherche qui limitent notre compréhension de cette question, ainsi qu'une synthèse des discussions en table ronde :

- « Labour Market Implications of an Aging Population », de Daniel Boothby, Julie Dubois, Maxime Fougère et Bruno Rainville.
- « Effects of Population Aging on Labour Market Flows in Canada: Analytical Issues and Research Priorities », de Peter Kuhn.
- « Rapporteurs' Comments: Summary of Roundtables », de Dwayne Benjamin, Arthur Sweetman, Craig Riddell et Lorraine Eden.

[http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h\\_ra01877f.html](http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01877f.html)

Trois objectifs de recherche y ont été abordés :

- Faire une analyse comparative de la formation donnée aux employés dans les entreprises canadiennes par rapport à celle donnée aux États-Unis - notre principal partenaire commercial - et, peut-être, à celle d'autres concurrents.
- Améliorer notre compréhension des facteurs qui influent sur les décisions des employeurs d'appuyer la formation en cours d'emploi.
- Évaluer les effets de lacunes éventuelles du marché sur la formation.

Les documents de travail consacrés à ce thème comprennent deux études réalisées pour la table ronde et un résumé des discussions en table ronde :

- « Employer-Supported Training in Canada: Policy-Research, Key Knowledge Gaps and Issues », de Zhengxi Lin et Jean-François Tremblay.
- « Employer-Sponsored Training by Firm Size », de Richard Chaykowski et George Slotsve.
- « Rapporteurs' Comments: Summary of Roundtables », de Dwayne Benjamin, Arthur Sweetman, Craig Riddell et Lorraine Eden.

[http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h\\_ra01877f.html](http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01877f.html)

Deux documents de travail et le résumé de la table ronde sont publiés dans la série des documents de travail sur ce thème :

- « Adjustments in Labour Markets for Skilled Workers in Canada », de Daniel Boothby et Bruno Rainville.
- « Post-Secondary Educational Institutions' Adjustment to Labour Market Changes: Major Concerns and Key Research Issues », de Claude Montmarquette et David Boisclair.
- « Rapporteurs' Comments: Summary of Roundtables », de Dwayne Benjamin, Arthur Sweetman, Craig Riddell et Lorraine Eden.

[http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h\\_ra01877f.html](http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01877f.html)

## L'adaptation du marché du travail pour les travailleurs hautement qualifiés au Canada

L'économie canadienne du 21<sup>e</sup> siècle devra miser sur une expansion rapide de la main-d'œuvre hautement qualifiée qui participe à l'innovation. Cela nécessitera des ajustements importants sur le marché du travail. Une économie innovatrice doit compter sur une population active suffisamment importante, offrant la bonne combinaison de compétences, pour appuyer le développement et l'expansion d'industries et de services innovateurs. L'offre de tels travailleurs qualifiés nécessitera des ajustements modulés sur l'évolution de la demande des industries de pointe à forte croissance. Ces ajustements auront une importance critique pour

soutenir l'innovation et le niveau de vie.

La table ronde de spécialistes consacrée à ce thème s'est tenue le 22 mars 2004. Elle a permis de traiter des lacunes dans nos connaissances, répertoriées dans deux documents de travail, et de baliser des pistes de recherche prometteuses. Trois objectifs de recherche y ont été discutés :

- Parvenir à une meilleure compréhension du rapport entre la disponibilité de travailleurs qualifiés et le processus d'innovation en définissant les données requises pour mesurer avec précision la quantité, la qualité et les types de travailleurs qualifiés disponibles pour soutenir l'innovation.
- Cerner les obstacles institutionnels et réglementaires à l'ajustement des marchés sectoriels et régionaux pour les travailleurs qualifiés. Parvenir à une meilleure

compréhension de la façon dont les institutions et la réglementation peuvent entraver l'ajustement de ces marchés et provoquer des déséquilibres permanents au niveau des compétences.

- L'adaptation du système d'enseignement postsecondaire aux signaux et aux tendances du marché du travail. Étant donné que le système d'enseignement postsecondaire joue un rôle déterminant dans l'offre de travailleurs qualifiés, permettant ainsi à la main-d'œuvre de s'adapter aux besoins des employeurs, nous devons mieux comprendre la façon dont le système d'enseignement postsecondaire réagit, ou non, aux signaux du marché du travail.



## Mobilité internationale des travailleurs hautement qualifiés

Une main-d'œuvre hautement qualifiée est indispensable à une économie innovatrice. Une économie canadienne plus innovatrice nécessite une main-d'œuvre constituée de quantités et de types adéquats de travailleurs hautement qualifiés.

Cependant, pour certains segments de la main-d'œuvre hautement qualifiée, le marché de l'emploi a maintenant une envergure internationale et les pays industrialisés rivalisent pour attirer les personnes possédant des compétences et une expérience en forte demande. Cela signifie que l'émigration et l'immigration de travailleurs hautement qualifiés influent la composition de la population active au Canada. Si nous voulons que le Canada comble les besoins nouveaux en compétences à l'appui d'une économie plus innovatrice, nous devons tenir compte de la capacité du pays de conserver ses éléments talentueux et d'attirer des travailleurs étrangers hautement qualifiés. Dans le contexte actuel, l'expression « travailleur hautement qualifié » signifie habituellement

les personnes bien scolarisées dans les professions à coefficient élevé de savoir. Cela englobe, par exemple, les médecins et infirmières faisant de la recherche médicale, les scientifiques, ingénieurs et techniciens qui développent des produits et procédés nouveaux, les étudiants diplômés et les professeurs d'université qui font de la recherche ou poussent plus loin des travaux antérieurs, et les administrateurs et gestionnaires de haut niveau.

Dans le cadre de ce thème, trois objectifs ont été abordés :

- Élaborer des méthodes permettant d'évaluer avec plus de précision les tendances mondiales de la migration de la main-d'œuvre hautement qualifiée et de mieux déterminer la position du Canada sur ce marché mondial par rapport à celles des autres pays industrialisés.
- Améliorer notre compréhension des facteurs fondamentaux (autres que les politiques) qui sous-tendent la migration accrue des travailleurs hautement qualifiés, notamment entre les pays développés.
- Améliorer notre compréhension des coûts et des avantages

La collection des documents de travail comprend quatre études présentées sous ce thème lors de la table ronde, un résumé des discussions ainsi qu'un document produit à la demande d'Industrie Canada :

- « International Mobility of Skilled Labour: Analytical and Empirical Issues and Research Priorities », de Surendra Gera, Samuel A. Laryea et Thitima Songsakul.
- « Labour Mobility and the Global Competition for Skills: Dilemmas and Options », de Richard G. Harris.
- « Canadian Business Perspectives on the International Mobility of Skilled Labour », de Sandra Lopes.
- « Is There Scope for Enhancing the Mobility of Labour Between Canada and the United States? », de Michael Hart.
- « A Critical Review of the Microeconomic Migration Literature », de Benoit Dostie et Pierre Thomas Léger.
- « Rapporteurs' Comments: Summary of Roundtables », de Dwayne Benjamin, Arthur Sweetman, Craig Riddell et Lorraine Eden.

[http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h\\_ra01877f.html](http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01877f.html)

économiques liés à la mobilité internationale de la main-d'œuvre hautement qualifiée et des principaux facteurs qui influent sur ces coûts et avantages.

La table ronde consacrée aux questions posées sous ce thème s'est tenue le 27 février 2004.



## Prochaines étapes

L'Initiative de recherche sur les compétences a atteint la phase de la recherche active. Les subventions de recherche du CRSHC ont maintenant été remises à des chercheurs. Industrie Canada et RHDCC ont commandé des études dans les domaines non couverts par les projets du CRSHC. En outre, IC et RHDCC poursuivent des travaux de recherche à l'interne. Les documents de recherche provenant de toutes ces sources constitueront la base de quatre rapports de synthèse, un consacré à chaque thème de l'IRC. Ces rapports de synthèse feront état des résultats de la recherche et des conséquences qui en découlent sur le plan des politiques, fournissant ainsi un cadre pour la tenue de quatre ateliers de suivi, un pour chaque thème de recherche. Ces ateliers se dérouleront en 2005-2006.

## RECHERCHE ET PUBLICATIONS D'INDUSTRIE CANADA

### PARUTIONS RÉCENTES

*La croissance économique au Canada et aux États-Unis à l'ère de l'information,*

Directeur général de la publication : Dale W. Jorgenson

Document de travail no 38 :  
*Le lien entre l'innovation et la productivité dans les industries manufacturières canadiennes,*  
par Wulong Gu et Jianmin Tang

Document de travail no 39 :  
*Perceptions de la concurrence et activités innovatrices : étude empirique des entreprises manufacturières canadiennes,*  
par Jianmin Tang

Document de travail no 40 :  
*Le commerce international, le commerce interprovincial et la croissance des provinces canadiennes,*  
par Serge Coulombe

Document de discussion no 14 :  
*Faire du Canada la destination privilégiée des ressources mobiles à l'échelle internationale,*  
par Keith Head et John Ries

#### Collection Documents de travail de l'IRC

*Les documents de travail sont diffusés dans la langue dans laquelle ils ont été écrits.*

Document de travail 2003  
Résumé :  
*Rapporteurs' Comments: Summary of Roundtables\**,  
par Dwayne Benjamin, Arthur Sweetman, Craig Riddell et Lorraine Eden

Document de travail 2004 D-03 :  
*Canadian Business Perspectives on the International Mobility of Skilled Labour\**,  
par Sandra Lopes

Document de travail 2004 D-04 :  
*Is there Scope for Enhancing the Mobility of Labour Between Canada and the United States?\**  
par Michael Hart

Document de travail 2004 D-05 :  
*A Critical Review of the Microeconomic Migration Literature\**,  
par Benoit Dostie et Pierre Thomas Léger

### À PARAÎTRE

*Moniteur du commerce et de l'investissement 2004*

*Les liens en Amérique du Nord : Aspects sociaux et marchés du travail,* (document de recherche),  
Directeurs généraux de la publication : Richard G. Harris et Thomas Lemieux

*La propriété intellectuelle et l'innovation dans l'économie du savoir,* (document de recherche),  
Directeur général de la publication : Jonathan D. Putnam

*Les industries de services et l'économie du savoir* (document de recherche),  
Directeurs généraux de la publication : Richard G. Lipsey et Alice O. Nakamura

### CONFÉRENCIERS ÉMINENTS

12 avril 2005 **William J. Baumol,**  
Université de Princeton et  
Université de New York  
*L'innovation, les entrepreneurs indépendants et les sociétés oligopolistiques : la symbiose David-Goliath?*

15 avril 2005 **David Card,**  
Université de la Californie à Berkeley  
*Sujet à déterminer*

6 mai 2005 **W. Craig Riddell,**  
Université de la Colombie-Britannique  
*Scolarité, compétences et résultats sur le plan professionnel*

13 mai 2005 **Peter Kuhn,**  
Université de la Californie à Santa Barbara  
*Pour comprendre la plus grande incidence des heures de travail prolongées chez les hommes américains, 1979-2002*

3 juin 2005 **Christopher Ragan,**  
Banque du Canada  
*Le rôle du taux de change dans la politique monétaire*

14 juin 2005 **Peter Diamond,**  
Massachusetts Institute of Technology  
*La réforme de la sécurité sociale*

Visitez notre site web à [strategis.gc.ca/recherche](http://strategis.gc.ca/recherche) pour consulter ou télécharger le *Micro* et des publications de recherche de la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique.

\*Disponible en anglais seulement.

Cher lecteur,

Veillez utiliser le bon de commande ci-dessous pour vous abonner à nos avis de nouveaux produits et de nouvelles publications, y compris pour recevoir les derniers numéros de *Micro* par la poste, ou encore pour demander que votre nom soit effacé de notre liste d'abonnés à *Micro* par voie postale. Une fois les sections qui vous concernent remplies, veuillez nous transmettre ce bon par la poste ou par télécopieur. Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez à *Micro* et à nos divers produits de recherche.



## PUBLICATIONS DE RECHERCHE

**J'aimerais que l'on m'avise, par courrier électronique, lors de la parution des produits suivantes.** (Vous pouvez choisir plus d'une catégorie.)

- |  |  |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Documents de travail    | <input type="checkbox"/> Bulletin mensuel du commerce  |
| <input type="checkbox"/> Documents de discussion | <input type="checkbox"/> Moniteur du commerce et de l'investissement                           |
| <input type="checkbox"/> Documents hors série    | <input type="checkbox"/> Documents de recherche  |
| <input type="checkbox"/> <i>Micro</i>            | <input type="checkbox"/> Documents de travail de l'Initiative de recherche sur les compétences |

(Pour obtenir la description de ces publications et produits, veuillez consulter notre site web à l'adresse suivante : <http://strategis.gc.ca/recherche>.)

Mon adresse de courriel : \_\_\_\_\_

- J'aimerais recevoir *MICRO* par la poste.**  
 **Veillez rayer mon nom de la liste d'envoi du *MICRO*.**

Nom : \_\_\_\_\_

Organisme : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Vous pouvez nous adresser ce bon de commande à l'adresse suivante : Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique, Industrie Canada, 10<sup>e</sup> étage Est, Ottawa (Ontario), K1A 0H5 ou, par télécopieur, au (613) 991-1261.